

## ***Inégalités socio-spatiales et défis du développement territorial en Tunisie***

Séminaire organisé par l'IRMC, 9 mai 2013, Tunis, hôtel Sidi Bou Saïd

Coordination scientifique : Alia Gana, DR CNRS, IRMC <alia\_gana@yahoo.fr>

Comme l'ont démontré les mobilisations populaires en Tunisie, c'est à l'échelle des territoires que les inégalités du développement et l'injustice sont plus particulièrement perçues et vécues. Les disparités socio-territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement figurent sans conteste parmi les causes profondes de la révolte qui a embrasé le pays à partir de décembre 2010. Contrairement à l'Égypte ou au Maroc, où les mouvements de protestations sont plutôt partis des grands centres urbains, en Tunisie, les foyers de la révolution sont clairement les régions les plus déshéritées du pays, en particulier les régions de l'intérieur, centre-ouest et nord-ouest. Il s'agit des régions qui ont le moins bénéficié du développement économique du pays et qui ont vu la situation sociale et économique de leurs habitants se dégrader fortement, notamment au cours des deux dernières décennies. Comme le soulignent plusieurs auteurs (Belhédi, 1996; Miossec, 2002 ; Daoud, 2011), l'aggravation des inégalités régionales entretient des liens étroits avec les processus de métropolisation et de concentration des activités dans les régions littorales et l'ancrage renforcé de la Tunisie dans le système économique mondial. Ces disparités socio-territoriales croissantes sont attestées par les principaux indicateurs de développement humain (conditions de vie, santé, accès à l'eau potable, emploi, éducation, avec le maintien d'un important taux d'analphabétisme chez les femmes rurales).

Tout au long de la période transitoire qui a mené aux élections du 23 octobre, la question sociale, en particulier l'emploi, et celle du développement régional ont pesé sur les termes du débat politique en Tunisie. La question régionale a continué de susciter d'importantes mobilisations (*Kasbah 2 et 3*) et de faire l'objet de surenchères politiques, notamment lors de la mise en place de la « Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution », dont la composition a été corrigée en vue d'une meilleure représentation des régions défavorisées, foyers de la révolte populaire. Si la pression de la rue, qui n'a jamais fléchi depuis le 14 janvier, a imposé dans une certaine mesure que les questions sociale et régionale soient inscrites dans l'agenda politique de la transition, force est cependant de constater qu'elle est loin d'avoir occupé une place centrale dans les programmes des partis et dans le débat public. En effet, la montée en puissance du parti Ennahdha à partir de sa légalisation en mars 2011 a contribué à orienter le débat politique et la campagne électorale sur les thèmes religieux et identitaires, au détriment des questions sociales et régionales.

Néanmoins, ces questions ont ressurgi à travers les résultats des élections pour l'Assemblée Constituante Tunisienne, qui se sont traduits par de fortes différences de participation et de choix électoraux entre les métropoles côtières et l'intérieur, ainsi qu'entre différents quartiers au sein des grandes villes côtières. Comme l'indiquent des analyses récentes en géographie électorale (Gana, Van Hamme, Ben Rabeh, 2012), le sens du vote ne semble pas correspondre aux projections de la Révolution, puisque ce ne sont pas les acteurs à l'origine de la révolte populaire, en particulier dans la région du centre-ouest, qui ont tiré profit de élections. Alors que les mobilisations et les tensions sociales n'ont pas fléchi depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste et que les politiques publiques peinent à trouver des solutions au chômage des jeunes et aux inégalités régionales, l'action étatique continue de faire l'objet de contestations de plus en plus vives de la part des acteurs de la société civile et des habitants des régions défavorisées. En témoigne la marche organisée par les habitants de Siliana en novembre 2012 pour protester contre le peu d'attention manifesté par le nouveau gouvernement à la situation économique et sociale de leur région, marche sévèrement réprimée par les autorités. Par ailleurs, si les mobilisations à l'échelle locale sont le plus souvent guidées par des demandes visant à un meilleur accès aux ressources et au cadre de vie (emploi, accès à la terre, à l'eau, etc.), certains conflits ont été analysés comme renvoyant à la réactivation de solidarités traditionnelles, en particulier tribales.

Ces dynamiques questionnent fortement les enjeux territoriaux des changements sociopolitiques en cours en Tunisie. Elles interrogent en tout cas les dimensions territoriales des politiques publiques et soulignent les

limites d'une conception du développement considéré essentiellement sous l'angle de la croissance et de la compétitivité. Sous la pression de la rue, le premier gouvernement provisoire tunisien a annoncé une réorientation des choix budgétaires en faveur de la création d'emploi et du développement régional. Outre les grands projets d'infrastructures et les incitations à l'investissement en faveur des régions de l'intérieur et les zones rurales, les mesures d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes et des « familles nécessiteuses », l'appui à la promotion de la micro-entreprise, la réhabilitation de l'activité agricole et la consolidation des secteurs productifs figurent parmi les actions programmées. Sur le plan institutionnel, la décentralisation, le renforcement des régions, le développement des partenariats public-privé et le rôle de la société civile sont également réaffirmés. Les nouveaux acteurs de la société civile, en particulier le mouvement associatif, entendent également s'impliquer dans le débat et la définition des orientations. Cependant, l'analyse des problèmes et les solutions préconisées par les divers acteurs fait ressortir les divergences de points de vue, tant en matière de traitement de la question sociale et régionale, de réorganisation institutionnelle, que des formes d'inscription à l'économie mondiale. Ainsi, à l'échelle locale, où se déploient à l'heure actuelle de nombreuses initiatives de la société civile, deux visions s'opposent, celle visant la mise en place de projets de développement mobilisant les acteurs locaux et la valorisation des ressources territoriales et celle guidée par une approche caritative du traitement de la question sociale (programmes de bienfaisance mises en œuvre notamment par des associations islamiques).

La période de bouleversement social et politique en cours en Tunisie apparaît particulièrement propice pour un renouvellement des approches et des pratiques du développement dans le sens d'une meilleure prise en compte des territoires et de leurs acteurs, en particulier à l'échelle locale. L'urgence des réponses à apporter à l'explosion des demandes sociales pour plus d'équité, les nécessaires articulations entre les dimensions économique, spatiale, sociale et institutionnelle du développement, les enjeux de la gouvernance et de la démocratie territoriale interpellent fortement les chercheurs en sciences sociales.

Dans ce contexte, ce premier séminaire sur « *les inégalités socio-spatiales et les défis du développement territorial en Tunisie* » qui s'inscrit dans la perspective de la mise en place d'un réseau de recherche interdisciplinaire à l'échelle de l'Afrique du Nord, propose de contribuer au renouvellement du débat scientifique et politique sur les problématiques du développement, considérées dans leur dimension territoriale. A travers un état des lieux de la problématique du développement régional et territorial en Tunisie et l'évaluation des actions engagées par divers acteurs (Etat, société civile), il permettra en particulier à des chercheurs de diverses disciplines en sciences sociales et à des représentants de la société civile d'échanger leurs analyses et leurs points de vue sur les thématiques suivantes :

- Les inégalités socio-spatiales : état des lieux (accès aux ressources et au cadre de vie, migrations)
- Les politiques publiques, l'Etat et les territoires
- La décentralisation et la gouvernance territoriale
- Le développement régional dans le débat politique
- Les initiatives de la société civile en matière de développement territorial
- Analyses théoriques et conceptuelles sur les problématiques du développement local et territorial (inégalités territoriales, territoires et mondialisation, gouvernance et démocratie territoriales, équité et justice territoriales, etc.)

Les propositions de contribution (un résumé de 250 mots max) sont à envoyer à Alia GANA [alia\\_gana@yahoo.fr](mailto:alia_gana@yahoo.fr) d'ici le 20 avril 2013. Les approches historiques et comparatives sont encouragées.